



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de Presse

31 août 2015

La déclaration de guerre des forces armées à l'encontre des dahalo retient l'attention des quotidiens parus ce jour. A l'occasion de la cérémonie d'hommages aux 8 militaires ayant péri dans l'embuscade d'Ankazoabo-Sud, le CEMGAM a fait part de son intention d'éradiquer le phénomène et ce, par tous les moyens. Le Mémoire de stabilité continue par ailleurs de susciter des réactions, notamment en raison de sa substitution du Pacte de responsabilité, pourtant préconisé par la décision de la HCC.

Processus électoral

TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'ANTSIRANANA

Le 27 août dernier, le jugement portant sur les contentieux électoraux a été rendu et 34 requêtes ont été alors rejetées par le tribunal administratif d'Antsiranana. Dans la plupart des cas, des vices de forme ont été enregistrés car n'ayant pas respecté l'article 136 du code électoral régissant les procédures à suivre pour le dépôt des dossiers. D'après les juges administratifs, cette procédure a été pourtant adoptée par souci de transparence. Et de noter que le traitement des requêtes relatives aux communales est différent selon les régions. **Les Nouvelles, (p.3)**

- La première requête visant le groupement MAPAR et déposée par la plateforme « Magnangy Vôgnono » a été rejetée par le tribunal administratif d'Antsiranana lors de cette première audience du 27 août. **La Gazette de la Grande île, (p.5)**

LES CONSULTATIONS SE POURSUIVENT POUR LA MISE EN PLACE DE LA CENI

Après les représentants de la société civile, la semaine dernière, c'est maintenant au tour des politiques d'apporter leurs points de vue et propositions respectives dans le cadre des consultations, initiées par le ministère de l'Intérieur, en vue de la mise en place de la nouvelle Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Cette rencontre aura lieu à l'hôtel Colbert et portera notamment sur la composition de la structure, ses pouvoirs et ses attributions, son fonctionnement ainsi que son organisation territoriale. **L'Observateur, (p.3)**

Politique interne

LES FORCES ARMEES DECLARENT LA GUERRE AUX DAHALO

Une conférence de presse a été donnée hier par le Chef de l'Etat-Major de l'Armée Malagasy ou CEMGAM, au camp du régiment de génie militaire de Betongolo et ce, dans le cadre de la cérémonie militaire d'hommage aux hommes tombés au combat à Ankazoabo-Sud. Dans son allocution, le Général Béni Xavier Rasolofonirina n'a pas mâché ses mots pour qualifier les dahalo d'« ennemis de la Nation » mais également de « Chefs de guerre, guérillero, combattants entraînés et aguerris ». Qu'ils soient des bandits en col blanc, en référence aux commanditaires et autres exploitants constituant les réseaux de trafiquants de bovidés et d'armes ou des hommes de terrain, tous ont été condamnés par le numéro Un de l'Armée malagasy, qui s'est d'ailleurs engagé à fournir tous les moyens possibles pour éradiquer le phénomène « dahalo ». Le CEMGAM a tenu à préciser que face à « l'ennemi », « le permis de tuer » pourrait être autorisé dans un contexte de guerre. **L'Express de Madagascar, (p.3)**

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- **Midi Madagasikara** fait état du bilan partiel de l'opération « Fahalemana 2015 » : 8 morts et 14 blessés dans le rang des militaires et du côté des « dahalo », 28 bandits décédés et 30, capturés. 2 500 bovidés ont été restitués à leurs propriétaires. (p.3)
- « Les dahalo, des envahisseurs à anéantir ! ». **La Vérité** utilise ses propos tenus par le CEMGAM en tant que titre pour son article rapportant la tenue de cette cérémonie d'hommages aux militaires tombés au combat à Ankazoabo-Sud. Face à cette déclaration qui risque bien de susciter des réactions des organisations de défense des Droits de l'Homme, le Général Béni Xavier Rasolofonirina a tenu à préciser que les dahalo seront livrés vivants à la justice s'ils ne s'opposent pas et ne font pas de résistance (p.3) ; **Ma-Laza**, (p.3) ; **La Gazette de la Grande île**, (p.5) ; **L'Observateur**, (p.3)
- Le Président de la République Hery Rajaonarimampianina a été au chevet des familles des militaires tués, lors de la cérémonie de remise de galons et de décorations. Outre l'avancement au grade, les militaires ont été décorés Chevalier de l'Ordre national à titre posthume. **Midi Madagasikara**, (p.3) ; **Ma-Laza**, (p.2)
- Suite aux décès des 8 éléments des forces armées dans cet affrontement avec les dahalo, **La Gazette de la Grande île** a fait part de quatre principales problématiques, à savoir la valeur opérationnelle de l'Armée malagasy, les critères de sélection des éléments envoyés dans le cadre de l'opération et qui ne sont pourtant pas formés à cet effet, l'absence de hauts gradés aux commandes sur le terrain et la défaillance en équipements. Le quotidien a également rapporté le discours tenu par le militaire et politicien Général Andrianafidisoa dit Fidy, au micro de la radio Antsiva : « contre les dahalo, on devrait faire une déclaration officielle de guerre. (...) Il faut une guerre comme si nous étions attaqués par un pays étranger (...) » (p.3).
- Dans une interview accordée à **L'Observateur**, le politicien James Ratsima a tenu pour responsables de la « destruction » de l'armée l'instrumentalisation par la politique et a affirmé que « nos forces armées actuelles sont la risée de leur homologue de l'Océan Indien » (p.15)

REMANIEMENT APRES ELECTION : 8 MINISTRES HVM EN MAUVAISE POSTURE

Après « l'échec » des ministres coach des régions lors des élections communales, un remaniement gouvernemental s'avère incontournable affirme **Midi Madagasikara**. Cette échéance devrait ainsi intervenir juste après la proclamation des résultats officiels de ces scrutins de proximité. Des consultations auraient en effet été entreprises, depuis quelques semaines, à l'Assemblée nationale, en parallèle avec les discussions portant sur le Mémorandum de stabilité. Qui plus est, des indiscretions révèlent que des parlementaires ont accepté d'adhérer à ce mémorandum, en contrepartie d'une place au sein du futur gouvernement. A l'exemple des députées Kathy et Toto Lydia qui viseraient des postes ministériels. En tout cas, plusieurs membres de l'actuel gouvernement sont sur la sellette et pourraient être écartés lors du prochain remaniement gouvernemental en raison de leur « inefficacité en politique ». (p.2)

MEMORANDUM DE STABILITÉ, FORTEMENT CRITIQUÉ

En marge de l'inauguration des nouvelles infrastructures de l'aéroport de Sainte-Marie, en fin de semaine, le Président Hery Rajaonarimampianina a indiqué que le processus de mise en place du Pacte de responsabilité suit actuellement son cours. A cette occasion, le Chef de l'Etat a tenu à préciser que l'adhésion des parlementaires au programme présidentiel est volontaire. **La Vérité** (p.3)

- Des formations politiques dont Tiako I Madagasikara et une partie du VPM-MMM mais également des députés indépendants n'entendent pas s'aligner au programme présidentiel note **Ma-Laza**, (p.3)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- *Le MAPAR dit non au Mémorandum de stabilité. Selon les députés de la plateforme, il s'agit d'un document fictif qui ne présente aucun lien avec la décision de la Haute Cour Constitutionnelle (HCC), faisant plutôt référence au Pacte de responsabilité. Pour le parlementaire Brunelle Razafitsiandraofa, «la mise en œuvre dudit Pacte de responsabilité a été convenue et par conséquent, nous devons respecter la loi ». La formation politique d'Andry Rajoelina attend d'ailleurs toujours la tenue d'une rencontre avec le Président de la République pour clarifier les choses. A ce propos, le Chef de l'Etat a déjà fait part au Président de l'Assemblée nationale, Jean Max Rakotomamonjy, avant son départ pour New York, de sa volonté de vouloir s'entretenir avec les députés non-signataires. **Les Nouvelles, (p.3)***
- *De l'opinion de **La Gazette de la Grande île**, la démarche du Chef de l'Etat dans le cadre de la mise en place du Pacte de non-agression ou communément appelé Pacte de responsabilité peut être sujet à controverse. Le fait de soutenir que le développement socioéconomique du pays devra passer par une stabilité politique et institutionnelle s'avère en effet louable. Mais il se pourrait que le Président de la République fasse l'objet d'une nouvelle mise en accusation car son Mémorandum constitue une « dénaturation de la Constitution » **(p.4)**.*
- *De l'avis de la députée Vololona Victorine Raherisoa, il est temps pour certains parlementaires d'affirmer leur position au sein de l'Assemblée nationale. « Qu'ils affirment haut et fort qu'ils sont dans l'opposition ou non » soutient-elle. Pour sa part, la parlementaire a clairement signifié son appartenance à la nouvelle majorité présidentielle. L'heure est ainsi à la réalisation du programme présidentiel et non aux calculs politiques ou encore, à la politique de « l'octroi de chaise ». **Tia Tanindrazana, (p.2)***
- *Dans **L'Observateur**, Toavina Ralambomahay affirme que le Pacte de responsabilité fait l'objet d'un total désintérêt de la population, dont 30% seulement se préoccupent d'ailleurs de la politique, en référence au taux de participation lors des dernières communales. De l'avis de l'opposant, ce Pacte de responsabilité est plutôt un instrument visant à assoir la stabilité entre les trois principales formations politiques TIM-HVM-MAPAR **(p.2)***

Politique étrangère

DIPLOMATIE : RAVELONARIVO INVITÉ PAR VALLS

*Le premier ministre Jean Ravelonarivo séjourne actuellement en France et ce, dans le cadre d'un voyage officiel, sur invitation de son homologue français Manuel Valls. Dans la missive officielle de Mahazoarivo, le tête-à-tête à Matignon tournera autour de la coopération bilatérale entre les deux pays. Plusieurs sujets seront probablement abordés par les deux personnalités, pour ne citer que l'aide au développement et les relations diplomatiques, le rappel de l'ambassadeur français François Goldblatt, les incidents survenus lors des derniers Jeux des îles à la Réunion ainsi que les raptés récurrents et assassinats de ressortissants français. **L'Express de Madagascar** estime que les sujets de l'immigration dans les départements français de l'Océan Indien, le sommet sur le climat ou COP21, le rendez-vous international de l'Hexagone et le sommet de la Francophonie en 2016 figureront certainement au centre des discussions. Le quotidien rapporte par ailleurs l'opinion de l'expert en relations internationales Harimanana Raniriharinosy qui estime que ce séjour du Chef du gouvernement en France sera une occasion pour Manuel Valls de devancer la concurrence sur les divers appels à manifestation d'intérêt lancés par le pouvoir, dans le cadre de ses projets de développement mais surtout dans la course à l'exploitation des richesses sous-terraines de la Grande-île **(p.5)**.*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- Plusieurs rencontres figurent dans l'agenda de Jean Ravelonarivo, entre autres avec les responsables du MEDEF et le Président du Sénat, Gérard Larcher. **Midi Madagasikara, (p.3) Ma-Laza, (p.3) ; La Gazette de la Grande île, (p.4)**

Economie et société

PROBLEMES DE LA JIRAMA : DES SOLUTIONS A COURT ET MOYEN TERME

Le président du parti Renouveau pour la Démocratie Sociale Fetison Rakoto Andrianirina a apporté son point de vue concernant les problèmes actuels de la JIRAMA, lors d'une interview qu'il a accordée à **L'Express de Madagascar**. Ainsi, il a insisté sur le rôle de l'Etat dans la résolution de la grève du personnel de la compagnie nationale et ce, en soutenant que le pouvoir aurait dû adopter une approche basée sur le dialogue. Dans cet entretien, Fetison Rakoto Andrianirina a évoqué le standard international à respecter pour les sociétés d'eau et d'électricité, les solutions à court et moyen termes à développer rapidement afin de contenir le mouvement de grève, les mesures d'accompagnement comme les centrales biomasses et enfin, le recours à une équipe pluridisciplinaire d'experts nationaux et internationaux dans l'optique de développement rapide du secteur. **(p.4)**

MARC RAVALOMANANA : « JE VAIS PAYER MES ARRIÉRÉS »

De retour au pays samedi dernier après un séjour à la Réunion, l'ancien Président Marc Ravalomanana a confirmé avoir eu une rencontre avec le Chef de l'Etat. Une occasion pour les deux personnalités de discuter de la situation des usines du groupe Tiko, mises à sac durant la crise de 2009. Marc Ravalomanana avait ainsi avancé la réouverture de son entreprise tandis que Hery Rajaonarimampianina exige un engagement par écrit de son prédécesseur, à s'acquitter de ses arriérés fiscaux. Ce dernier a ainsi accepté de payer les arriérés fiscaux et douaniers de son groupe agroalimentaire, qui s'élèvent à 200 milliards d'Ariary et ce, en contrepartie d'une compensation ou indemnisation suite aux dommages qui ont provoqué la fermeture de son entreprise en 2009. **Midi Madagasikara, (p.3) ; Ma-Laza, (p.3)**

PESTE, LES OPERATEURS ECONOMIQUES DEVOIENT LEUR INQUIETUDE

L'épidémie de la peste sème la panique chez certains opérateurs économiques, plus particulièrement touristiques. Les agences de voyage, les transporteurs et les opérateurs dans l'exploitation du charbon de bois s'inquiètent effectivement de la situation à Moramanga. Annulation des réservations, diminution des passagers à destination de la ville ou encore inquiétude des opérateurs intervenant dans les forêts environnantes, tels sont les premiers impacts négatifs de cette épidémie de peste pulmonaire. **L'Express de Madagascar, (p.7)**

SYNDICAT DES INDUSTRIES DE MADAGASCAR : LA LFR EST-ELLE NECESSAIRE ?

Bon nombre d'observateurs se demandent à quoi bon adopter une Loi de Finances Rectificative (LFR), à quatre mois de la fin de l'année 2015 ? Le Syndicat des Industries de Madagascar (SIM) partage cette opinion surtout que certaines dispositions pénalisent le secteur industriel malgache dans la mesure où elles favorisent les produits importés et prévoient, entre autres, un doublement des accises sur certaines catégories de produits. Selon les propos du président du SIM Fredy Rajaonera, il est plutôt préférable de bien préparer la Loi des Finances 2016. Il propose ainsi un alignement des droits d'accises des produits finis importés aux produits nationaux. Par ailleurs, parmi les leitmotivs de son mandat 2015-2017 figure la mise en place du Code de l'industrie. **Ma-Laza, (p.5)**

- Les nouvelles charges fiscales prévues dans le projet de LFR 2015 ne sont pas du goût des industriels, selon **La Gazette de la Grande île**. Des lobbyings ont ainsi été entrepris auprès du Président de l'Assemblée nationale et des présidents de commissions Industries et finances

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



par le biais du SIM tandis que des propositions ont été remises au Président de la République.
(p.9)

L'ORDRE DES JOURNALISTES DE MADAGASCAR APPELLE A LA REOUVERTURE DES STATIONS AUDIOVISUELLES FERMÉES.

Gérard Rakotonirina, président de l'OJM, n'a eu de cesse de marteler la réouverture des chaînes audiovisuelles fermées depuis des années. L'exercice des médias est l'un des reflets de la démocratie commente **Les Nouvelles, (p.9)**

Format de couverture

*Dans la rubrique « Courrier des lecteurs » du quotidien **L'Express de Madagascar**, le président des Amis du Patrimoine de Madagascar (APM), Désiré Razafindrazaka, condamne l'incendie du palais royal (Rova) d'Ambohidratrimo. Dénonçant des actes répétitifs de violation, de profanation, de dégradation, de vols et de destruction d'éléments du patrimoine malgache, il développe l'histoire tragique des patrimoines nationaux malgaches en affirmant l'importance de ces lieux de culte traditionnel, lieux identitaires et revêtant un caractère immuable de l'histoire de la fondation du peuple malgache* **(p.6)**

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVÉLO: misa.ramisarivelo@eces.eu

Site Web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

